

MARDI 6 FÉVRIER

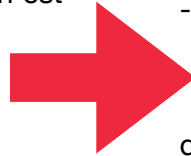
SNUEP
F. S. U.

LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

EN GRÈVE

La "revalorisation de la voie professionnelle" annoncée à grands renforts de communication est et reste un slogan vide. Les discours et les formules comme les "Harvards de la formation professionnelle" ou sur la mise en œuvre d'une "voie d'excellence" ne résistent pas à l'épreuve des chiffres.

La préparation de la rentrée 2018 révèle une fois de plus un manque criant de moyens pour la voie professionnelle publique. Les suppressions des 1300 postes dans le 2nd degré percutent majoritairement les LP. Même quand les effectifs sont prévus à la hausse, les DHG n'augmentent pas ! Parfois, les ouvertures de sections se font à moyens constants sur une académie, chaque établissement devant être solidaire en reversant 0,5 % de sa DHG au pot commun. Quand les moyens diminuent, c'est une dévalorisation de l'enseignement professionnel qui est en marche !



LE SNUEP-FSU EXIGE :

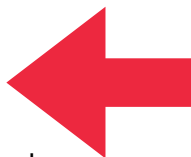
- un grand plan de financement **pour recruter des PLP à la hauteur des besoins.**
- le **dédoublé des classes de 2nd bac pro et de 1^{ère} CAP** dans toutes les disciplines. Aucune classe ne doit dépasser 24 élèves en bac pro et 12 en CAP.
- un **temps de face à face avec les élèves limité à 15 heures**, les 3 heures restantes permettront la concertation nécessaire des équipes.

**LES ENSEIGNANT.ES FRANÇAIS.ES
SONT PARMIS LES MOINS BIEN RÉMUNÉRÉS
EN EUROPE**

**AUGMENTATION DES
SALAIRES : IL Y A URGENCE !**

LE SNUEP-FSU EXIGE :

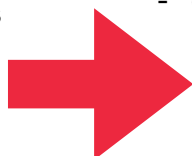
- la suppression de la journée de carence.
- la mise en œuvre de la pondération pour tous les PLP dès la rentrée 2018. Cette inégalité de traitement qui représente une perte de 850 € par an (70 € par mois) par rapport aux enseignant.es des autres voies du lycée est injuste et inacceptable.



Le travail des professeur-es de lycée professionnel n'est plus reconnu. Et le 1^{er} janvier 2018 ouvre une nouvelle période de détérioration de notre pouvoir d'achat (gel de la valeur du point d'indice, gel des mesures PPCR, compensation non intégrale de la CSG, journée de carence, augmentation des retenues pour pension). L'urgence est pourtant à un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2010 (environ 9 %) ainsi qu'à une revalorisation au moins équivalente au niveau de l'inflation constatée. Une relance de la dynamique engagée à l'occasion du cycle de discussions PPCR, mise à l'arrêt par le nouveau gouvernement, est indispensable.

L'APPRENTISSAGE CONTRE LES LYCÉES PROFESSIONNELS

Pour mettre en œuvre sa réforme de l'apprentissage, le gouvernement envisage des mesures qui modifieront en profondeur les missions de service public des professeur-es de LP. Sa prétendue "revalorisation de la voie professionnelle" consistera essentiellement à mettre en place des dispositifs qui serviront ses objectifs en matière de développement de l'apprentissage. Si l'on n'empêche pas ce projet, mixage des parcours et mixage des publics sont inéluctables et contribueront à dégrader les conditions d'études des jeunes et nos conditions de travail.



LE SNUEP-FSU EXIGE :

- **des cartes de formations scolaires ambitieuses et équilibrées sur tout le territoire** pour permettre à chaque jeune l'accès à la filière de son choix. Sécuriser les parcours des jeunes passe par le développement de la voie professionnelle scolaire et certainement pas par l'apprentissage pré-bac qui laisse 4 jeunes sur 10 "sur le carreau" du fait des contrats rompus !

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL : VERS UN PROJET INACCEPTABLE

Les concertations qui auront lieu en mars sur l'enseignement professionnel feront suite aux conclusions du rapport Calvez/Marcon. Conclusions tronquées au regard des objectifs. D'ores-et-déjà les pistes de travail augurent de propositions à rebours des besoins : fusion de diplômes, développement des classes à champs professionnels, "rénovation" du tertiaire administratif, blocs de compétences en lieu et place des diplômes... Nous allons droit vers un nouvel appauvrissement des savoirs professionnels et généraux, une nouvelle perte de temps disciplinaire et d'heures d'enseignement.

Le SNUEP-FSU rappelle que les jeunes s'engagent vers une formation professionnelle pour les mener vers un métier. Déprofessionnaliser encore plus l'enseignement professionnel par la mise en œuvre de secondes à champs professionnels ou par la fusion de diplômes est aberrant et ne sert en réalité qu'à récupérer des postes.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

LE SNUEP-FSU EXIGE :

- un grand plan de financement pour ouvrir d'urgence 35 000 places en STS.

**Pour toutes ces raisons,
les PLP doivent maintenant
passer à l'action !**

**Exigeons ensemble la reconnaissance
de notre travail indispensable
pour l'avenir scolaire et
professionnel des jeunes.**



**LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC**

LE SNUEP-FSU EXIGE :

- que l'ensemble des mesures garantissent et confortent la double finalité des diplômes : **l'insertion professionnelle et les poursuites d'études**. Il continue de porter la nécessité urgente d'**amélioration des conditions d'études des jeunes et de travail des personnels**.



Notre métier, leur avenir
Un syndicat pour faire corps !



PERMETTRE LES POURSUITES D'ÉTUDES PAR L'OUVERTURE MASSIVE DE STS

Alors que 90 000 bachelie-res professionnels demandent des poursuites d'études (soit 1 sur 2), seul-es 55 000 obtiennent une affectation. Face à ce constat d'échec le ministère n'ouvre pas suffisamment de places en STS, pire il impose une sélection à l'université qui exclura en premier lieu nos élèves !

LES CCF PERSONNE N'EN VEUT... MAIS POUR LES BACS PROS, PAS DE SOUCIS !

ENCORE UNE INJUSTICE INTOLÉRABLE !

Le rapport Mathiot ne laisse aucun doute quant à l'intérêt du CCF : "*Sa complexité, et les effets de celle-ci sur l'administration des lycées et sur le travail des enseignants, semble supérieure à son intérêt*". Alors pourquoi ce qui est dénoncé pour les voies générales et technologiques ne le serait pas pour la voie professionnelle ?

L'urgence est à l'arrêt du tout CCF. Le ministre doit l'entendre et prendre des mesures rapidement.